

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Ali Bongo Ondimba, président de la République :

" Notre État n'est pas simplement fort de son gouvernement et de son administration. Il est également fort de ses institutions. Des institutions qui ont démontré toute leur solidité pour nous permettre de traverser les épreuves difficiles que nous avons subies. Pour être fortes, nos institutions doivent résolument être consolidées en permanence".

Rose Christiane Ossouka Raponda, Première ministre :

"(...) Tout sera également entrepris pour poursuivre l'optimisation du rendement des agents publics et renforcer la culture de l'éthique à tous les niveaux de notre administration notamment par la lutte intensifiée contre toute forme de corruption et de violation de la déontologie administrative".

Mgr Jean-Patrick Iba-Ba, archevêque de Libreville :

" (...) En parlant des familles, Monsieur le président de la République, celles-ci sont fortement menacées dans leurs mœurs par la question de la dépénalisation de l'homosexualité et de l'adultère, de même que par celle de la création d'un département genre, chargé de la famille, de la jeunesse et des sports à la Primature. Nous demandons un débat sur ces questions qui nous préoccupent hautement".

Edgard Owono-Ndong, 3e vice-président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) :

" Le RHM n'a plus aucune existence juridique. Il s'est mué en RPM avec ses structures et son patrimoine".

Victor Missanda, président de l'Union démocratique et Républicaine (Udere) :

" (...) Pour un pays en évolution démocratique comme le nôtre, la modification d'une loi représente un acte important et, par conséquent, inévitable pour assurer le bon fonctionnement de l'État".

PDG : les "2R" en marche

J.K.M
Libreville/Gabon

L'ORGANISATION des primaires au Parti démocratique gabonais (PDG), en vue de sélectionner les candidats de cette formation politique aux sénatoriales du 30 janvier et 6 février prochains, est, selon de nombreux militants, "une manifestation palpable de la Régénération et la Revitalisation (2R) du PDG". Entendu que, selon eux, aussi loin qu'ils remontent dans l'histoire politique de leur parti, c'est bien la première fois que des "camarades" vont passer par cette procédure, afin de défendre les couleurs de leur bannière.

Avec les primaires, a priori, plus personne ne devrait se réfugier derrière une quelconque ou supposée injustice, pour justifier sa non-investiture

Un exercice démocratique qui devrait mettre un terme, dans une certaine mesure, à certains comportements décriés dans un passé récent. D'autant qu'il n'était pas rare, au moment des campagnes électorales, de voir un "camarade" candidat mécontent, parce que non investi, prendre fait et cause pour les adversaires et batailler fermement pour que le PDG morde la poussière. Arguant du fait qu'il aurait été victime d'une décision arbitraire. Avec les primaires, a priori, plus personne ne devrait se réfugier derrière une quelconque ou supposée injustice, pour justifier sa non-investiture. Tant les règles sont suffisamment claires et explicites. Et que la transparence est de mise à tous les niveaux du processus de sélection. C'est dire que les militants du PDG, dans leur grande majorité, approuvent l'organisation des primaires. D'autant qu'elles procèdent également de la volonté de moderniser leur formation politique en tenant compte des enjeux actuels et à venir.



Les militants du PDG, dans leur grande majorité, approuvent l'organisation des primaires.

RPM : Michel Menga M'Essone et Serge Maurice Mabilia radiés de leur parti

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

PLUS un jour ou presque ne passe désormais sans que la saga du Rassemblement héritage et modernité (RHM), devenu entre-temps Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), ne connaisse de nouveaux rebondissements.

La preuve vient à nouveau d'être apportée par la réunion du Bureau politique du RPM organisée le week-end écoulé. L'une des décisions majeures de cette rencontre est l'exclusion de Michel Menga M'Essone. Une sanction prise à l'unanimité par les membres du Bureau politique du RPM. Lesquels accusent l'intéressé de s'être "rendu coupable d'activité contraire aux intérêts du parti ainsi que d'intelligence avec l'adversaire". Une décision motivée, d'une part, par son entrée, et ce de façon unilatérale au gouvernement. Et d'autre part, par la tenue du récent "Congrès de clarification".

Autre cadre à n'avoir pas échappé aux foudres du Bureau politique : Serge Maurice Mabilia. Le



Michel Menga M'Essone et Serge Maurice Mabilia viennent d'être radiés de leur parti.

député du 1er arrondissement de Mouila a écopé la même sanction que Michel Menga M'Essone. Il lui est reproché d'avoir pris part au "Congrès de clarification" ainsi que son élection au poste de secrétaire exécutif du RHM. Au regard de la tournure des événements, le moins que l'on puisse dire est que ce n'est pas demain qu'Hugues Alexandre Barro Chambrier et

Michel Menga M'Essone, tous deux cofondateurs du RHM, vont fumer le calumet de la paix. La bataille politico-juridique inhérente à la paternité du RHM se confirme donc. Voilà une écurie politique, comme bien d'autres avant elle, victime aujourd'hui de dissensions internes, voire d'implosion causée probablement par des problèmes d'ego et de leadership.